

**Commission** : Sommet international de Madrid UE-CELAC

**Problématique** : Quels axes de coopération renforcée entre l'Union européenne et l'Amérique latine ?

**Auteur** : Portugal

Le Portugal ou République portugaise, est un pays démocratique et semi présidentiel d'Europe du Sud, membre de l'Union européenne, situé dans l'Ouest de la péninsule Ibérique. Il est actuellement dirigé par Marcelo Rebelo de Sousa, élu président depuis le 9 mars 2016 et réélu pour un second mandat en janvier 2021. Membre du Parti social-démocrate (PSD), Marcelo est connu pour son approche accessible, proche du peuple et sa forte présence médiatique. Le parti de centre-droit à tendance libérale-conservatrice promeut des politiques de modernisation, de compétitivité économique et de responsabilité fiscale, tout en affirmant l'importance de l'intégration européenne. Dans ses interventions, il prône le dialogue, la médiation et le respect des institutions démocratiques, cherchant à unir la société portugaise face aux défis contemporains.

Le Portugal a des relations diplomatiques et économiques privilégiées avec les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes depuis la période coloniale et entretient avec eux des ressemblances sur le plan culturel, linguistique, économique et social. Le président de Sousa met l'accent sur les valeurs partagées entre les deux régions, comme la démocratie, l'État de droit et le respect des droits humains. Ainsi, le Portugal souhaiterait donc renforcer son engagement dans le renforcement du partenariat bi-régional entre l'Union européenne et les pays de la CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes).

Un développement de cette relation permettrait de traiter des enjeux géopolitiques mondiaux tel que le changement climatique, la stabilité régionale, les conflits internes et la paix de manière plus efficace et à long terme, d'accroître les liens économiques et commerciaux pour contribuer à une aide mutuelle des deux côtés.

Premièrement, sur le plan économique, le Portugal se positionne pour un approfondissement des relations commerciales et d'investissement entre l'UE et les pays membres CELAC. Il soutient différents accords commerciaux en voie d'expansion tels que l'accord UE-MERCOSUR, ayant pour objectif d'aider l'intégration économique régionale, notamment en réduisant fortement les droits de douanes et en facilitant les exportations agricoles dans les pays concernés. Le gouvernement portugais est convaincu que l'accord contient des engagements en matière de respect des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et des normes de travail. Le premier ministre portugais Antonio Costa considère cet accord comme un moyen de renforcer les relations diplomatiques avec les pays d'Amérique Latine, notamment le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. En outre, le Portugal promeut le Global Gateway, une initiative européenne visant à mobiliser des financements publics et privés pour la construction d'infrastructures durables à l'échelle mondiale. Il y voit une réponse au projet chinois Belt and Road Initiative et cherche à jouer un rôle central dans le développement de celui-ci dans le but de renforcer sa position géostratégique.

Deuxièmement, sur le plan politique, le président de Sousa affirme qu'un partenariat solide entre l'UE et la CELAC constituera une force commune positive pour faire progresser la stabilité et la paix dans le monde. Le Portugal insiste sur la nécessité de lutter contre le crime organisé : qu'il s'agisse de trafic de drogue, d'armes ou d'êtres humains. De plus, il appelle à poursuivre les processus de dialogues dans certains pays où la sécurité des habitants est en jeu, tel que Haïti, l'Ukraine, la Colombie ou bien encore le Venezuela dû à des conflits frontaliers. Par ailleurs, le Portugal favorise une coopération interrégionale entre l'UE et les structures de sécurité régionales Latino-Caribéennes comme l'UNASUR, le SICA ou la CARICOM.

Finalement, sur le plan environnemental et social, le gouvernement portugais s'engage dynamiquement dans la lutte contre le changement climatique et poursuit ses efforts pour que l'objectif mondial de 1,5°C reste à portée. En tant qu'un des leaders européens en matière d'énergies renouvelables avec 60 à 70% d'électricité produite provenant de sources renouvelables, le Portugal souhaite partager son expertise en énergies renouvelables au travers d'infrastructures tels que des éoliennes offshore, à hydrogène et solaire. De plus, il soutient l'accès à de telles infrastructures aux membres CELAC à travers le Global Gateway mentionné précédemment. En outre, le Portugal met en avant le droit à l'égalité et l'éducation. Il met notamment en avant la jeunesse comme actrice du changement via les échanges Erasmus+ qui sont élargis aux pays CELAC et s'assure d'un emploi pour les citoyens de moins de 30 ans via le programme Garantia Jovem.

La République portugaise, en réaffirmant la centralité du processus d'intégration européenne, s'engage donc à favoriser, promouvoir et appliquer toute les mesures nécessaires pour une meilleure

coopération entre l'Union Européenne et la CELAC dans le but d'obtenir un échange qui bénéficiera aux deux régions.